

La présidence belge de l'UE face à la crise Européenne.
Raymond Van Ermen. 4 Avril 2010.

La présidence belge de l'Union Européenne se prépare dans un contexte de fortes turbulences. La déclaration de la Chancelière Mme Merkel quant à l'exclusion éventuelle d'un membre de la zone euro (ce qui supposerait une modification à l'unanimité du traité de Lisbonne !) ne présage rien de bon pour l'unité des européens, tandis que spéculateurs vont s'en donner à cœur joie.

C'est dans ce contexte qu'il faut resituer les décisions à prendre par le Conseil européen pour ce qui est de *Europe 2020*, la *stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive* proposée par la Commission. Que devraient proposer les Belges le 25 Mars dans le cadre du Conseil européen pour à la fois assurer le succès d'une stratégie de nouvelle croissance et renforcer l'union entre Européens ?

Depuis l'époque de Delors les stratégies économiques proposées par la Commission (Livre blanc, Lisbonne 1, Lisbonne 2, Plan de Relance) ont échoué, chaque fois pour des raisons de « processus ». Si l'analyse et le contenu proposé par la Commission pour *Europe 2020* est globalement correct, le processus proposé est un gage de nouvel échec. Le Forum Permanent de la Société Civile s'est adressé au Président du Conseil Européen sur cette question. La partie 5 du projet *Europe 2020* « pour une gouvernance plus forte » doit être profondément modifiée par le Conseil Européen et le Parlement si l'Union veut réussir à lancer « l'agenda de transformation » qui était l'objectif même du Président Barroso.

C'est la mission essentielle sur ce dossier de Mr Van Rompuy : mettre le processus sur les bonnes rails. Car la Commission semble incapable de mettre en œuvre ce qu'elle prêche : l'innovation systémique pour une croissance intelligente. Il faut que la vision juste soit suivie d'un processus juste pour conduire aux actions justes. Le processus juste consiste à mettre en place une structure adaptée à notre monde en pleine évolution et dont les fondations impliquent des millions de personnes sans quoi l'espoir d'un « grand projet pour l'Europe » montrant le chemin d'une « grande transition » vers une nouvelle croissance dans les limites de la planète se transformera en frustration et colère.

Les propositions du monde des affaires (voir *Vision 2050* du WBCSD) d'une part, les révélations de la crise financière et économique quant à l'ampleur des interdépendances des économies d'autre part et enfin la mise en œuvre des engagements des Institutions Européennes à assurer aux citoyens de l'Union des biens qui vont au-delà du marché sont autant de raisons pour que le processus *Europe 2020* soit innovant, participatif et inclusive désireuse de garder son leadership mondial sur « les marchés » de la croissance durable.

C'est ici qu'il faut faire le lien avec la présidence belge. Lors de la précédente présidence belge, la Déclaration de Laeken convoquant la « seconde convention sur le traité constitutionnel » - qui venait poursuivre le chantier ouvert avec la « première convention sur les droits fondamentaux » - avait été un résultat remarquable. Cette fois-ci, il faudrait que le Conseil européen sous présidence espagnole donne mandat à la présidence belge d'ouvrir une « troisième convention, *Europe 2020* » comme lieu de réflexion, mobilisation, décision pour rendre l'Europe plus résiliente face à « une crise systémique globale » Selon LEAP, « est en train de se former très rapidement un « cocktail socio-politique explosif » qui conduit directement à des conflits entre composantes de la même entité géopolitique (conflits états fédérés/état fédéral aux Etats-Unis, tensions entre Etat-membres dans l'UE, entre républiques et fédération en Russie, entre provinces et gouvernement central en Chine), entre groupes ethniques (montée des sentiments anti-immigrés un peu partout) et recours au nationalisme national ou régional pour canaliser ces tensions destructrices. L'ensemble se déroulant sur fond de paupérisation des classes moyennes aux Etats-Unis, au Japon et en Europe (en particulier au Royaume-Uni et dans les pays européens et asiatiques où les ménages et les collectivités sont les plus endettés) ».

Dans le contexte créé par la crise de l'euro et celle de la croissance économique et pour préparer le « monde d'après la crise » à partir des 3 axes proposés par la Commission (*croissance intelligente, durable et inclusive*) où « l'économie reprendrait un caractère central face à l'économie virtuelle de la sphère financière » (LEAP), seul un processus comme la Convention qui associe toutes les Institutions et Parties Prenantes concernées peut engendrer l'impulsion, la mobilisation, les accords qui permettront d'accélérer le changement et permettra de « remobiliser ».

Cette convention n'aurait pas pour mission de modifier le Traité mais de fixer plusieurs éléments clefs qui se tiennent et ont besoin de cohérence: vision (la stratégie Europe 2020), budget (2014-2020) et cadre pour mobiliser le capital privé, indicateurs (société de bien être pour tous dans les limites de une planète), gouvernance (appropriation, mise en œuvre de la stratégie par les parlements nationaux, les autorités locales, les acteurs économiques et sociaux et la société civile dans son ensemble).

Il en résulterait un accord cadre, véritable *pacte sociétal européen*, dont la pierre angulaire et l'introduction doit être une *Déclaration d'Interdépendance* (qui était annoncée par le Président Barroso mais qui a disparu du radar communautaire) donnant une nouvelle visibilité et créant une nouvelle dynamique autour des *Biens et Droits Collectifs* auxquels le Traité de Lisbonne engage les institutions européennes en tant que telle ou en coopération avec les États membres.

Nous sommes face à la montée dangereuse du chacun pour soi alors que les crises qui viennent demandent plus de solidarité pour *plus de résilience collective* face aux chocs que vont représenter la crise économique, la crise climatique, la crise de l'énergie, des matières premières et de l'alimentation, sans parler de crises internationales. Si les responsables politiques Belges (et Flamands singulièrement) présents au plus haut niveau au sein du Conseil (Van Rompuy, Leterme), de la Commission (De Gucht) ou des Partis Politiques (Martens) et Groupes Parlementaires (Verhofstadt) ne parviennent pas à infléchir le cours de la trajectoire inquiétante actuelle de l'histoire, il ne nous restera plus qu'à croiser les doigts. S'ils réussissent, nous sortirons mieux équipés pour réussir au plan européen et mondial en construisant « une avancée de civilisation » mondiale digne d'une Europe « intelligente ».